

Service administratif des tribunaux judiciaires

*Annexe à la déclaration de responsabilité de la direction
englobant le contrôle interne en matière de rapports financiers*

2024-2025

TABLE DES MATIÈRES

1	INTRODUCTION	1
2	SYSTÈME MINISTÉRIEL DE CONTRÔLE INTERNE EN MATIÈRE DE RAPPORTS FINANCIERS	1
2.1	Gestion du contrôle interne	1
2.2	Ententes de services relatives aux états financiers	2
3	RÉSULTATS DE L'ÉVALUATION MINISTÉRIELLE POUR L'EXERCICE 2024- 2025	3
3.1	Contrôles clés nouveaux ou considérablement modifiés	4
3.2	Programme de surveillance continue	4
4	PLAN D'ACTION MINISTÉRIEL POUR LE PROCHAIN EXERCICE ET LES ANNÉES SUBSÉQUENTES	5
4.1	Plan de surveillance continue cyclique	5

1 INTRODUCTION

Le présent document fournit de l'information sommaire sur les mesures prises par le Service administratif des tribunaux judiciaires (SATJ) pour maintenir un système efficace de contrôle interne en matière de rapports financiers, de même que de l'information sur la gestion du contrôle interne, les résultats d'évaluation et les plans d'action connexes.

Vous trouverez des renseignements détaillés sur les autorisations, le mandat et les responsabilités essentielles du SATJ dans le Rapport sur les résultats ministériels 2024-2025 et le *Plan ministériel 2025-2026*.

2 SYSTÈME MINISTÉRIEL DE CONTRÔLE INTERNE EN MATIÈRE DE RAPPORTS FINANCIERS

2.1 Gestion du contrôle interne

Le SATJ est doté d'une structure de gouvernance et de reddition de comptes bien établie pour appuyer les efforts d'évaluation et de surveillance de son système de contrôle interne. Un cadre ministériel de gestion du contrôle interne est en place et englobe :

- Des structures de responsabilisation organisationnelle en lien avec la gestion du contrôle interne en vue d'appuyer une saine gestion financière, y compris les rôles et les responsabilités des cadres supérieurs dans leurs secteurs de responsabilité pour la gestion du contrôle;
- Un code de valeurs et d'éthique;
- La communication et la formation, selon les besoins, concernant les exigences législatives, et les politiques et les procédures, visant à assurer une saine gestion des finances et des contrôles financiers; et
- Une surveillance de la gestion du contrôle interne et des mises à jour régulières à cet égard, ainsi que la présentation des résultats d'évaluation connexes et des plans d'action l'administratrice en chef, à la haute direction et au Comité ministériel d'audit.

De plus, le personnel de la vérification interne du SATJ effectue des vérifications et des missions axées sur les risques portant sur divers processus, notamment ceux utilisés pour rapporter sur l'information financière, le cas échéant. Les résultats de ces vérifications sont examinés par le Comité ministériel de vérification, qui fournit des conseils et des orientations indépendants et objectifs à l'administratrice en chef en matière de gouvernance, de gestion des risques et de contrôle.

2.2 Ententes de services relatives aux états financiers

Le SATJ compte sur d'autres organisations pour le traitement de certaines transactions qui sont comptabilisées dans ses états financiers, comme suit :

Ententes pour la prestation de services communs

- Services publics et Approvisionnement Canada est responsable de la gestion centralisée de la rémunération et de l'approvisionnement en biens et en services conformément à ses pouvoirs, et fournit des services de gestion des locaux;
- Le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada assure la gestion centralisée du paiement de la part des cotisations de l'employeur aux régimes d'avantages sociaux des employés;
- Le ministère de la Justice Canada dispense des services juridiques au SATJ, lorsque c'est approprié, par exemple, lorsque les services fournis ne compromettent pas l'indépendance judiciaire et sont indépendants du gouvernement du Canada; et
- Services partagés Canada fournit un minimum de services d'infrastructure des technologies de l'information (TI) au SATJ dans les domaines des centres de données et les services de réseau en raison du principe de l'indépendance judiciaire. La portée et les responsabilités sont traitées dans un accord interministériel entre Services partagés Canada et le SATJ.

Les lecteurs de la présente annexe peuvent consulter les annexes des ministères susmentionnés pour mieux comprendre les systèmes de contrôle interne en matière de rapports financiers portant sur ces services en particulier.

3 RÉSULTATS DE L'ÉVALUATION MINISTÉRIELLE POUR L'EXERCICE 2024-2025

Le tableau suivant résume l'état des activités de surveillance continue d'après le plan de surveillance continue cyclique de l'exercice précédent.

Progrès au cours de l'exercice 2024-2025

Plan de surveillance continue cyclique de l'exercice précédent pour l'exercice en cours	Statut
Contrôles au niveau de l'entité	Une surveillance a été effectuée, aucun problème n'a été identifié.
Contrôles généraux des technologies de l'information (CGTI)	Le SATJ a procédé à l'examen annuel et à la confirmation des accès des utilisateurs, y compris le système financier, le système de paiement standard et l'autorisation et l'authentification électroniques, la documentation des arrivées et des départs, l'accès au système financier et l'accès des utilisateurs dans le cadre de l'examen annuel. Le SATJ a examiné tous les accès requis par postes afin de s'assurer que la séparation des tâches était appropriée ou que des contrôles compensatoires étaient en place.
Approvisionnement au paiement	Un audit des achats de services professionnels de faible valeur a été réalisé en 2024-2025 afin de déterminer la conformité du SATJ aux règles d'approvisionnement. Les processus et les contrôles des activités d'approvisionnement ont été ajustés afin de répondre aux nouvelles exigences et directives du gouvernement du Canada. Le Bureau du vérificateur général a effectué un audit des principaux contrats de services professionnels accordés à GCStrategies Inc. ; aucun problème important n'a été relevé dans les contrats octroyés par SATJ.
Paie et avantages sociaux	Une surveillance a été effectuée, aucun problème n'a été identifié.
Comptes de dépôt	Aucune revue supplémentaire n'a été effectuée, compte tenu des contraintes de ressources en 2024-2025.
Immobilisations corporelles	Le SATJ a révisé sa politique interne sur la capitalisation des achats en gros. Une surveillance a été effectuée, aucun problème n'a été identifié.

Les principales conclusions et les ajustements importants nécessaires issus des activités d'évaluation de l'exercice 2024-2025 sont résumés ci-dessous.

3.1 Contrôles clés nouveaux ou considérablement modifiés

Compte tenu de l'environnement économique actuel et des contraintes financières, des contrôles supplémentaires ont été mis en place afin de renforcer la planification et le contrôle budgétaire, améliorer le suivi et atténuer les risques.

3.2 Programme de surveillance continue

En 2024-2025, en plus des activités menées dans le cadre des processus opérationnels susmentionnés, une surveillance a été effectuée au cours de l'exercice financier, ce qui a permis de confirmer que les contrôles clés sont toujours en place et de suivre les progrès accomplis dans le cadre des plans d'action de la direction en suspens.

4 PLAN D'ACTION MINISTÉRIEL POUR LE PROCHAIN EXERCICE ET LES ANNÉES SUBSÉQUENTES

Le plan de surveillance continue en cours pour les trois prochains exercices est présenté dans le tableau suivant, et comporte des éléments de contrôle interne en matière de gestion financière (CIGF) afin de se conformer aux exigences de la Politique sur la gestion financière. Le plan de surveillance continue est fondé sur ce qui suit :

- une validation annuelle des processus et contrôles à risque moyen et élevé; et
- des ajustements connexes au plan de surveillance continue, s'il y a lieu.

4.1 Plan de surveillance continue cyclique

	Secteur de contrôle clé	Année financière 2025-2026	Année financière 2026-2027	Année financière 2027-2028
CIRF	Contrôles au niveau de l'entité	Mise à l'essai de l'efficacité du fonctionnement	Surveillance	
	Contrôles généraux des technologies de l'information	Mise à l'essai de l'efficacité du fonctionnement de certains systèmes des ressources humaines	Surveillance	
	Approvisionnement au paiement		Mise à l'essai de l'efficacité du fonctionnement	Surveillance
	Paie et avantages sociaux		Mise à l'essai de l'efficacité du fonctionnement	Surveillance
	Comptes de dépôt		Mise à l'essai de l'efficacité du fonctionnement	Surveillance
	Immobilisations corporelles	Mise à l'essai de l'efficacité du fonctionnement	Surveillance	
	États financiers	Mise à l'essai de l'efficacité du fonctionnement des estimations comptables	Surveillance	

CIGF	Planification, budgétisation et prévisions	Mise à l'essai de l'efficacité du fonctionnement des contrôles additionnels		Mise à l'essai de l'efficacité du fonctionnement
	Planification des investissements			Mise à l'essai de l'efficacité du fonctionnement
	Établissement des coûts			Mise à l'essai de l'efficacité du fonctionnement
	Attestation du dirigeant principal des finances			Mise à l'essai de l'efficacité du fonctionnement

**En 2024-2025, le SATJ a entamé une mise-en-œuvre de plusieurs contrôles supplémentaires afin de mieux gérer ses pressions financières.*